

**Pays :** Autriche

**Commission :** La paix au Moyen-Orient

**Problématique :** Comment les États membres de l'Union Européenne peuvent-ils peser dans la sortie des conflits au Moyen-Orient et être les initiateurs d'un Agenda pour une Paix durable et une coopération régionale pérenne?

L'Autriche est une république d'Europe Centrale. Elle a pour voisins la Suisse et l'Allemagne à l'Ouest ; la Tchéquie, la Slovaquie, la Hongrie à l'Ouest ; et la Slovénie et l'Italie au Sud. Le pays a rejoint l'Union Européenne en 1995 et présente un gouvernement fédéral républicain, issu d'une coalition depuis le 7 janvier 2021 entre le parti ÖVP libéral-conservateur, et chrétien-démocrate dont est issu le chancelier fédéral actuel Sebastian Kurz et le parti des Verts (Grünen) de centre-gauche. Le sujet traité porte sur l'établissement vers la paix au Moyen Orient. En tant qu'eurodéputée autrichienne, il s'agira de trouver une façon d'impliquer plus fortement l'Union Européenne en établissant un programme de paix et de coopération régionale durable.

Le Moyen Orient est aujourd'hui une des régions les plus conflictuelles du monde. Les conflits présents sont très complexes et impliquent de nombreux acteurs. Ainsi, le conflit syrien, un des plus importants de la région, est un mélange de guerres civile, confessionnelle et de guerre par procuration. Initié par une volonté du peuple à démocratiser le régime et à obtenir plus de libertés, ce conflit civil a rapidement entraîné une dimension confessionnelle avec la progressive apparition de factions islamistes parmi la population insurgée. Certaines de ces factions se trouvent être des mouvements djihadistes et salafistes (Cosa al-Nosra). De plus, ce conflit en Syrie est l'occasion pour les puissances régionales de se confronter indirectement en soutenant tel ou tel camp. C'est notamment le cas de l'Arabie Saoudite qui aide les alliances kurdes et l'Iran qui soutient le régime de Bacher el-Assad. Dans tout ceci, la principale victime du conflit est la population, une population qui cherche refuge ailleurs. On compte plus de 7 millions de migrants syriens et 6 millions de déplacés, et l'Autriche est un des pays ayant accueilli le plus de réfugiés en proportion de sa population en Europe, 115 000 en 2017.

La stabilité au Moyen Orient est d'une importance capitale pour l'Union Européenne car il s'agit de trouver une solution au dossier de l'immigration. Il est aussi question d'opportunités commerciales. Dans un monde aujourd'hui polarisé par les puissances sino-américaines, l'Union Européenne peut profiter d'une coopération économique pour redresser l'économie des pays en crise, ainsi que pour étendre et développer le marché européen.

Quant à la question des réfugiés syriens, l'Autriche est directement concernée. Du fait de la proportion de migrants face à la population totale, nous avons décidé de ne pas signer le pacte mondial des Nations Unies sur les migrations en octobre 2018. Notre pays est déjà saturé et ne pourra pas en accueillir davantage. C'est aussi pour cela que nous avons du mal à accepter le plan de la Commission de 2016 pour la répartition des réfugiés sur le territoire de l'Union Européenne. Pour arrêter les flux vers notre pays, nous avons rétabli le contrôle à nos frontières et nous avons fait ériger une barrière sur le col du Brenner qui nous sépare de l'Italie. Alors que ces flux de migrants proviennent de plusieurs pays, un des plus importants est celui de la Syrie. Dès lors, nous souhaitons régler le problème à sa racine : établir la paix en Syrie et aider à reconstruire le pays. De plus, une stabilisation de la situation au Moyen Orient nous permettrait d'établir des relations commerciales fondées dans un premier temps sur les hydrocarbures, puis sur d'autres ressources et secteurs au fur et à mesure que les pays de la région diversifient leur économie. Nous pourrions jouer un rôle clé dans cette évolution et sécuriser ainsi des liens durables avec les puissances de la région.

De plus, une coopération économique entre Etats régionaux peut être non seulement une fin mais aussi un moyen pour arriver à la paix régionale. Une prospérité économique peut servir en tant que motivation pour engager les États à reconsidérer leur opposition et les pousser à une réconciliation. Il s'agirait alors de formaliser les relations et de les rendre plus apaisées et productives, c'est-à-dire, empêcher toute activité ou transaction qui pousse à poursuivre le conflit. Remplacer les ventes d'armes ou le financement de milices par d'autres échanges serait un exemple. L'UE pourrait intervenir en tant que médiateur et puissance normative pour s'assurer de la coopération des participants.

Finalement, en tant que membres d'une union qui défend les droits humains, nous devons essayer de mettre fin à la pire crise humanitaire de l'Histoire. Ces paroles de l'Organisation des Nations Unies font référence au conflit qui se déroule actuellement au Yémen. Un conflit méconnu par la plupart, et pourtant l'un des plus terribles de l'actualité. L'UE peut aider à en finir avec cette guerre en médiatisant le conflit afin de sensibiliser le public à cette tragédie.